

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 335
Samedi 27 septembre 1975

SIDÉRURGIE LORRAINE IDÉAL-STANDARD : LA RELANCE...DU CHOMAGE

Encore un mauvais coup vient d'être porté aux travailleurs de la sidérurgie lorraine. Les patrons de cette dernière, en réduisant ses activités de 20 %, imposent à 90 000 travailleurs d'Usinor et Sacilor la valeur d'une semaine de chômage par mois pendant trois mois. Comme pour s'excuser, un des patrons déclare : « Nous avons essayé par tous les moyens d'éviter des licenciements importants qui auraient été nécessaires ». Ce qu'il ne dit pas c'est qu'en faisant travailler 32 h pour les uns et 35 h pour les autres, la production restera sensiblement égale à celle réalisée avec des horaires normaux. Comment cela, sinon en faisant accélérer les cadences au détriment de la sécurité de la vie des travailleurs ? Si les patrons de la sidérurgie, eux, vont bénéficier de l'aide de l'État allouée par le plan dit de « relance », les travailleurs, eux, vont voir par dessus le marché leurs salaires diminuer d'environ 6 ou 7 % par mois malgré les indemnités.

De leur côté, les dirigeants de la Fédération du faux parti communiste demandent « le contrôle public de la sidérurgie ». Pourquoi ? Est-ce que cela peut changer quelque chose à la crise ? Non ! Car la crise est le produit de l'anarchie de la production capitaliste qui est fondée sur la propriété privée des moyens de production. Elle ne pourra être résolue que par l'expropriation et la destruction de ce système et de son État. Alors, n'est-ce pas plutôt dans le but de s'infiltrer aux postes de direction, d'y mener leur politique capitaliste pro-soviétique, et se servir de cette position-clé pour encadrer les travailleurs et faire avaliser leur politique réactionnaire ? C'est bien la tactique des dirigeants révisionnistes qui, eux aussi, essaient de profiter de la crise.

La seule relance (1) qui existe c'est celle du chômage. Ainsi à Idéal-Standard ce n'est plus 1 200 mais 2 100 licenciements qui sont annoncés officiellement. Chirac, toujours la main sur le cœur (1), s'est engagé à poursuivre ce qu'il appelle la « consultation indispensable avec les syndicats ». C'est une duperie ! Car ce sont précisément les directions syndicales qui ont signé avec lui les accords sur « l'emploi » le 14 octobre 1974.

Le seul plan de relance qui existe c'est celui du chômage. Les travailleurs d'Idéal-Standard ont déjà engagé la lutte, sachant très bien que c'est le seul moyen de faire échec au patronat.

FRANCO PREPARE LES ASSASSINATS POUR DEMAIN

Les heures qui viennent sont décisives. Six hommes et femmes, parmi les meilleurs enfants de l'Espagne, peuvent être assassinés samedi à l'aube.

Leurs peines de mort ont été confirmées par les autorités militaires fascistes. C'est maintenant à Franco-le-sanglant de décider. Il le fera aujourd'hui. Ce fasciste mis au pouvoir par Hitler et Mussolini a déjà fait assassiner des centaines de milliers de personnes, d'enfants, de femmes, d'hommes du peuple d'Espagne. Il est prêt à tous les crimes pour assurer la survie de son régime de tortures et de sang.

IL FAUT AGIR, VITE, AVEC FORCE !

C'est pourquoi nous vous appelons, avec d'autres forces et personnalités antifascistes à vous rassembler par milliers et milliers cet après-midi, ce soir, cette nuit, devant l'Ambassade d'Espagne. Un rassemblement permanent y aura lieu à partir de cet après-midi. Il durera toute la nuit s'il le faut. Il faut que les fascistes espagnols sachent qu'à Paris, le peuple de France exige la vie sauve pour les 6 du FRAP et de l'ETA. Il faut que le gouvernement français sache que le peuple de France exige de lui qu'il intervienne pour que les exécutions n'aient pas lieu.

Comme hier et comme il le sera toujours, notre peuple est aux côtés de l'Espagne combattante.

**Cet après-midi, ce soir, cette nuit
rassemblez-vous par milliers
devant l'ambassade d'Espagne !**





IDEAL STANDARD :

CONTRE LES LICENCIEMENTS GREVE AVEC OCCUPATION

Fin juillet, Albert Chassagnon était désigné par ordonnance du tribunal de commerce de Paris comme administrateur provisoire de la société Idéal-Standard (équipements de chauffage et sanitaire). Un mois après, Chassagnon adressait aux fournisseurs d'Idéal-Standard une lettre où il leur annonçait que la société allait cesser de les payer, invoquant «une crise de trésorerie, consécutive à la dégradation du marché, mettant la société dans l'impossibilité de faire face à ses engagements».

Chassagnon ajoutait : «Une cessation totale d'activité entraînerait de lourdes conséquences sociales (merci de penser à nous !) et des répercussions graves pour les créanciers... Pour la sauvegarde de tous les intérêts en cause (il faut) maintenir le potentiel et élaborer si possible toutes formules de restructuration susceptibles d'être mises au point.»

Ainsi est-il clair pour les 3 500 travailleurs employés dans les six usines Idéal-Standard de Dole, Autun, Dammarie-les-Lys, Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Argenteuil que d'importants licenciements al-



Le 23 septembre à Dole, un des travailleurs qui protestent devant la sous-préfecture.

laient survenir d'un jour à l'autre.

Le 22 septembre, statuant sur l'avenir du groupe, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la mise en règlement judiciaire. Ainsi Idéal-Standard va poursuivre son activité en procédant à d'importantes restructurations, c'est-à-dire en mettant de très nombreux ouvriers au chômage et au chômage partiel (on parle de 1 200).

Dans les différentes usines les travailleurs ont déjà engagé

la lutte. Et plusieurs manifestations ont été organisées... Mais depuis mardi 23 septembre, les 500 ouvriers employés à Dole sont passés à un stade supérieur de la lutte : ils se sont mis en grève et occupent leur usine. Ils n'en poursuivent pas moins pour cela les manifestations de rue puisque le même jour ils sont allés décharger une trentaine de baignoires et d'appareils sanitaires fabriqués dans l'usine, devant la sous-préfecture.

ECHOS DES QUATRE COINS DE LA FRANCE

NAPHTACHIMIE (Bouches-du-Rhône)

La direction a décidé le chômage partiel. La quasi-totalité des 2 800 ouvriers de l'usine Naphtachimie de Martigues-Lavera a débuté le 23 septembre une grève répétitive en équipe. Les travailleurs sont d'autant moins décidés à céder qu'il est à peu près sûr que les prétendues difficultés financières de l'entreprise ne sont que du bluff. La vérité semble plutôt être, en effet, que Rhône-Poulenc, principal actionnaire de Naphtachimie, manœuvre pour obtenir des crédits gouvernementaux dans le cadre du fameux plan de relance de Giscard...

FLANDRIA (Nord)

Le 16 septembre, les travailleurs de l'usine Flandria (électro-ménager) à Wagneton se sont mis en grève pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. Un piquet de grève a été mis en place.

Mercredi 24 au matin, ce piquet de grève a dû affronter des jaunes venus l'attaquer. Au même moment un poids lourd arrivait à l'usine. Les jaunes lui ont fait signe d'avancer indiquant ostensiblement que la voie était libre. Le camion a foncé sur le piquet de grève faisant deux blessés parmi ses membres, l'un d'eux a eu une jambe écrasée !

PEUGEOT (Hauts-de-Seine)

Les travailleurs des Aciers et Outillages Peugeot de Nanterre ont cessé le travail à l'annonce d'une diminution d'horaires de 43h 30 à 40h sans compensation.

P.T.T. (Paris)

Les travailleurs du centre de tri postal Paris-Brune ont déclenché mercredi matin une grève de 24h. Ils entendent ainsi obliger la direction à leur fournir des renseignements sur l'avenir qu'elle leur réserve — notamment en matière de licenciements — et entamer une nouvelle lutte pour arracher satisfaction sur leurs revendications.

DUFOUR (Charente-Maritime)

La moitié environ des 460 ouvriers de l'entreprise de construction de bateaux et voiliers Dufour à La Rochelle occupent leurs ateliers depuis le 19 septembre. Ils luttent pour une augmentation de leurs salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Nantes

Agression social-fasciste contre Jeannette Pelletier

Au cours de la manifestation CGT-CFDT du 23 septembre, à Nantes, la section CFDT et le personnel du Bureau technique de l'ouest défilaient sous cette banderole : «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse ! Classe contre classe. En avant !», en reprenant nos mots d'ordre, tels que : «Pas un seul licenciement !» Le personnel de ce bureau d'étude avait déjà il y a quelques mois apporté son soutien aux grévistes de l'EPUR.

Au cours du rassemblement précédant cette manifestation, les camarades qui diffusaient un tract intitulé : «Non aux journées d'action

bidon ! Vive la lutte classe contre classe !» ont été agressés par des pontes CGT qui après avoir arraché plusieurs paquets de tracts ont commencé à cogner. Ils ont profité d'un moment où notre camarade Jeannette Pelletier, qui dénonçait leurs méthodes social-fascistes, était un peu éloignée du groupe pour la frapper violemment. Mais c'en était trop et plusieurs travailleurs indignés par leurs méthodes ont pris notre défense et personne n'a été trompé par leurs arguments de choc : «Ils font exprès d'envoyer les femmes devant, c'est de la provocation ! Comme ils ne sont pas capables

(voir photo page 4)

de mobiliser les travailleurs, ils profitent de nos rassemblements ! Ce sont les petits copains de Ponia !»

Une fois de plus les dirigeants traîtres et fascistes de la CGT se sont découverts devant les masses et ont soulevé leur indignation devant de telles méthodes. De moins en moins nombreux sont ceux qui croient que «le P.C.F. n'a jamais levé la main sur les libertés». D'ailleurs quand nous avons parlé de l'agression des jeunes à la foire de l'Huma-blanche, beaucoup ont préféré ne rien dire.

Correspondant H.R.

COMBAT POUR L'INDEPENDANCE No 5 EST SORTI

prix : 2,50 F

AU SOMMAIRE :

- Pétrole russe à quel prix ! - Asie : les peuples maîtres chez eux. - Portugal : ni Prague, ni Chili. - Angola : pourquoi la guerre civile ? - Espagne : de l'heure des garrots à celle de la liberté.

LES ESPIONS DU CIEL

La rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances n'épargne pas l'atmosphère. Une guerre d'espionnage de grande envergure s'y déroule, chacune cherchant à espionner la tendance militaire de l'autre. La plupart des innombrables satellites mis sur orbite n'ont pas d'autre but : plus de 80 % des 709 satellites lancés par l'Union soviétique depuis 1962 seraient des satellites militaires.

Ces espions du ciel photographient toute l'année l'ensemble des territoires de la planète, surveillent les mouvements des bâtiments de guerre de l'autre partie.

Au cours de la guerre d'octobre au Moyen Orient, l'URSS a lancé en moyenne, un de ces satellites tous les trois jours. Elle les utilise aussi pour intercepter les communications téléphoniques des États-Unis et du Canada. De leur côté, les USA guettent les secrets soviétiques, en particulier les essais de missiles et l'implantation des bases militaires.

Des sommes colossales sont englouties chaque année pour perfectionner toujours plus ces satellites-espions. Les USA viennent de lancer récemment « Big-Bird » un satellite photographique de reconnaissance capable à la fois d'observer de vastes étendues et de photographier des objectifs précis. Il peut fonctionner sans interruption plusieurs mois d'affilée.

De son côté l'URSS a mis au point un satellite équipé d'un radar pouvant repérer les bateaux navigant partout. Tous deux développent leur système de télécommunications par satellites, en vue d'assurer les télécommunications de commandement en cas d'attaque nucléaire de grande envergure déclenchée par l'adversaire.

Enfin une récente dépêche d'une agence de presse allemande révélait que l'URSS venait de détruire dans l'espace un satellite d'espionnage américain au moyen d'un satellite antiespionnage. La guerre pour le contrôle du ciel a déjà commencé !

O.N.U. :

LA QUESTION COREENNE ENFIN DEBATTUE ?

Malgré le refus obstiné de la Maison blanche, la question de l'admission de la République populaire et démocratique de Corée risque fort d'être débattue cette fois-ci à l'ONU, brisant un blocus qui dure depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque, les USA alors à l'apogée de leur puissance, imposaient le partage de la nation coréenne en deux.

Au Nord du 38ème parallèle, sur les territoires totalement libérés par les forces révolutionnaires dirigées par Kim Il Sung, la République démocratique et populaire de Corée s'édifiait rapidement et le pays se relevait de ses ruines à une vitesse record.

Au Sud, les USA remplaçaient la domination japonaise par leur propre domination. Ils y maintenaient en permanence 45 000 hommes de troupes utilisant abusivement le sigle de l'ONU. Ils s'opposaient enfin, par tous les moyens à la réunification de la Corée, ce qui lui aurait permis de siéger parmi les États membres de l'ONU. Au contraire de toute vraisemblance, ils soutiennent jusqu'à aujourd'hui la thèse des « deux Corées » et plaident pour l'admission de leur fantôme, le régime Pak Jung Hee, aux Nations Unies, pour perpétuer la division du pays. Cette manœuvre est radicalement contraire aux principes mêmes de la Charte des Nations Unies, l'organisation s'affirmant opposée à toute ingérence dans les affaires d'un pays.

Pourtant, pesant à cette époque de tout son poids à l'ONU, l'impérialisme américain improvisé dans les années cinquante, une « résolution » destinée à préparer des « élections » sous la surveillance de l'ONU, en

Corée. Ce document, issu d'un vote irrégulier et illégal, auquel le principal État intéressé, la Corée, n'a pas pris part, est dénué de toute valeur.

Pour la République démocratique et populaire de Corée qui a présenté par l'intermédiaire du président Kim Il Sung un projet de résolution en 5 points, la question de l'adhésion de la Corée — une seule Corée — est liée à la réunification du pays et ne peut s'effectuer sans le retrait des troupes US de la partie sud du pays. Ce projet n'a pu être réalisé du fait de la présence militaire américaine cachée sous le drapeau de l'ONU. C'est ce dernier problème, précisément, qui relève directement de la compétence de l'ONU.

De très nombreux pays, dont la Chine et l'Algérie, exigent que l'actuelle session de l'Assemblée générale se saisisse de cette question. Les USA quant à eux, s'y opposent farouchement, multiplient les menaces allant jusqu'à brandir l'emploi de l'arme nucléaire contre la Corée.

L'URSS de son côté entretient avec la clique de Séoul les plus aimables relations, désespérant d'imposer son point de vue hégémonique au peuple coréen. Récemment, après une visite officielle très chaleureuse à Pékin, le président Kim Il Sung, dont les déplacements à l'étranger sont rares, s'est rendu à Alger et Bucarest. Il n'a pas jugé nécessaire de faire escale à Moscou au grand dépit des sociaux-impérialistes.

Mais l'ONU a changé. Les superpuissances n'y font plus la loi comme auparavant. Le camp du tiers monde, le mouvement des pays non-alignés, se renforcent sans cesse. Tôt ou tard, la nation coréenne réunifiée y prendra toute sa place.

CORÉE

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Sur invitation du Comité central du Parti du travail de Corée, une délégation du Parti communiste chinois, dirigée par Tchang Tchouen-kiao et Keng Piao vient d'arriver à Pyongyang pour une visite amicale en République populaire démocratique de Corée.

Selon la belle expression chinoise : « Les deux partis de Chine et de Corée sont des partis frères marxistes-léninistes et les deux peuples sont de proches compagnons d'armes. Au cours de leur longue lutte commune, les deux partis et les deux peuples de Chine et de Corée ont voué entre eux une amitié révolutionnaire et une solidarité combattante. »

CARILLO

COMPLICE DE FRANCO

Le chef de file des révisionnistes espagnols, Santiago Carillo était hier l'invité d'honneur d'Europe No 1.

Alors que les 11 condamnés à mort du FRAP et de l'ETA peuvent être exécutés d'une minute à l'autre, il s'en est pris violemment à leur juste combat. Pour lui ils pratiquent des « actes de terrorisme individuel qui ne constituent pas la voie par laquelle on peut changer la situation en Espagne... Le FRAP pratique un terrorisme s'exerçant sans discrimination contre des personnes qui n'ont joué aucun rôle dans la répression ». Aucun rôle répressif, les sinistres gardes civils espagnols ? C'est un comble !

N'a-t-il pas également ajouté que son parti était prêt « à participer pleinement à n'importe quel régime, la monarchie ou la République, qui aura été désigné démocratiquement par le suffrage populaires ».

Le peuple espagnol en prend acte et ne l'oubliera jamais.

YASSER ARAFAT

LA CINQUIÈME GUERRE

« Le Proche Orient est proche dangereusement d'une cinquième guerre » vient de déclarer le président de l'OLP dans une interview accordée à une télévision étrangère tout en déplorant que le second « accord » imposé par les USA au Sinaï soit en contradiction avec les résolutions des sommets d'Alger et de Rabat. Il a également rapproché l'occupation des stations-radars dans le Sinaï par des techniciens américains du début de l'engagement des USA au Vietnam.

GUINÉE BISSAU

DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT RURAL

Avant l'indépendance, le colonialisme portugais contrôlait le domaine de l'enseignement pour propager sa domination. Aux lendemains de la victoire on ne comptait, dans tout le pays, que quelques écoles primaires et secondaires. De nombreux enfants ne pouvaient fréquenter l'école.

En deux ans d'indépendance, la Guinée Bissau a mis sur pied de nombreuses écoles primaires. Il y en a aujourd'hui plus de 500. 200 autres sont en construction qui pourront accueillir 80 000 enfants supplémentaires. Des écoles secondaires et professionnelles sont également en projet.

Ce mouvement d'alphabétisation prend aussi une grande ampleur dans les campagnes. Le pourcentage d'illétrés dans le pays est déjà passé de 97 % avant l'indépendance, à 80 %.

L'ACTUALITE EN IMAGES



Paris, manifestation CGT-CFDT du 23-09-75 - ne pouvant exprimer leur mécontentement, de nombreux travailleurs restent sur le trottoir.



Nantes, le 23 septembre - Le personnel du Bureau technique de l'Ouest défile dans la manifestation syndicale. A la fin du parcours, ces manifestants ont été agressés par le service d'ordre de la CGT.



Scène de la mort du communiste Fernand Yveton de la pièce «Mohamed prends ta valise» jouée au Théâtre des Bouffes du Nord à Paris.



Paris, samedi 20 septembre - Les manifestants applaudissent l'arrivée du FRAP en tête de la manifestation.



Beirut, septembre 75 - Les deux superpuissances attisent la guerre civile au Liban.



Pékin, le 12 septembre - Ouverture des trois jeux nationaux sportifs de la République populaire de Chine.

POUR UNE PAGE D'ACTUALITÉ EN IMAGES CHAQUE SEMAINE

Comme nous l'avions annoncé, chaque semaine, dans le quotidien daté du samedi, la page 4 sera consacrée à l'actualité en images de la semaine écoulée. C'est-à-dire des photographies avec de courtes légendes sur les manifestations de masse, les grèves, les luttes ouvrières et paysannes, et sur la situation internationale. Ces documents devront permettre de montrer par l'illustration les luttes du peuple français et des peuples des pays étrangers, mais aussi quand ce sera possible de dénoncer les pratiques réactionnaires de la bourgeoisie et des révisionnistes contre les travailleurs. Tout ceci ne peut évidemment se faire

sans une très large participation des lecteurs sous forme de critiques et surtout de contributions. Plusieurs types de collaboration existent selon vos possibilités : découper et nous envoyer les photos des journaux régionaux et locaux, des revues que vous lisez (même mauvaises techniquement en apparence). Mais surtout, en mobilisant les amateurs photographes de votre entourage, de votre usine, de votre quartier ou de votre village ou en vous mobilisant vous-même si vous aimez la photographie.

La photographie est très populaire en France, nous devons pouvoir illustrer l'actualité en s'ap-

prochant sur les amateurs photographes, pour pouvoir rendre compte des luttes à Paris comme en province. Faites des reportages photographiques sur votre lieu de travail et de luttes, joignez à vos contributions écrites, quelques photos s'y rapportant.

Pour des raisons techniques, envoyez-nous si possible vos tirages en format 13 x 18 cm, et n'oubliez pas de les légenter.

Si vous avez besoin de conseils techniques, adressez vos demandes à l'Humanité rouge (service photos). Par rapport aux problèmes qui seront posés, nous répondrons publiquement dans le journal.



Foire de «l'Humanité» - L'homme sandwich des révisionnistes.

UNE QUESTION DE LIGNE :

LA CONTRADICTION FONDAMENTALE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Le Congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France, réuni les 30 et 31 décembre 1967, a clairement fondé la ligne politique de ce parti à partir de la contradiction fondamentale et principale de la société française opposant de manière antagonique et irréductible la classe ouvrière et la classe bourgeoise.

Mais en 1970, de nombreux représentants de la petite-bourgeoisie, s'appuyant sur une erreur tout en la déformant pour les besoins de leurs agissements, lancèrent une offensive de grande envergure contre les éléments prolétariens dirigeant le jeune parti : l'essentiel de leurs assertions consistait à proclamer que ces derniers abandonnaient l'objectif stratégique de la dictature du prolétariat et adoptaient des positions néo-révisionnistes sur la question de la révolution prolétarienne.

Largement soutenue par les ennemis bourgeois et révisionnistes du marxisme-léninisme, l'agression visa soit à renverser la direction légitime du PCMLF pour la remplacer par une direction non prolétarienne, soit, en cas d'échec, à détruire purement et simplement le jeune parti révolutionnaire prolétarien.

Non sans mal, cette offensive de la bourgeoisie fut repoussée.

Dans un document historique, comportant une partie autocritique, le PCMLF rendit public un extrait du « Rapport politique » adopté par la 1ère Conférence nationale réunie le 12 juin 1971, sous le titre « La nature de la révolution en France ». Par delà une analyse poussée de l'erreur dogmatique contenue dans le mot d'ordre « En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat », ce document, ratifié par la « Conférence nationale d'édification prolétarienne » du PCMLF, précisait :

« La contradiction fondamentale de notre société oppose la bourgeoisie détentrice des moyens de production, au prolétariat qui constitue la force productive »

Cette juste définition figure dans la première partie du « Programme du PCMLF » adopté, sous le titre « Objectif stratégique actuel » : « Dans la période

historique actuelle, (la) destruction de la société capitaliste en France par le prolétariat révolutionnaire guidant les masses populaires, constitue l'objectif stratégique du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Seule cette destruction violente solutionnera la contradiction fondamentale entre bourgeoisie et prolétariat (souligné par nous, HR) ». C'est là une position dépourvue de toute ambiguïté. Précisons à son sujet que cette contradiction fondamentale est actuellement principale dans le cadre des contradictions de classes de notre société. Cependant, dans la 2^e partie du Programme en question, sous le titre « La voie de la révolution prolétarienne en France » figurent des formulations susceptibles d'impliquer une remise en cause de cette analyse fondamentale, ou pour le moins d'être mal interprétées. Il est dit par exemple : « La cible centrale actuelle de la lutte révolutionnaire en France (souligné par nous, HR) comporte donc les entreprises hégémoniques des deux superpuissances... » Il est aussi indiqué un peu plus loin : « Considérer que la cible centrale actuelle est le capital monopoleur ouest-européen et non pas les deux superpuissances ou considérer qu'il s'agit d'une seule et même cible immédiate... c'est condamner le prolétariat et les masses populaires à se mettre à la remorque du révisionnisme moderne... »

Il est enfin précisé que « le Parti communiste marxiste-léniniste de France... appelle (les travailleurs) à replacer et à développer dans le cadre (de la lutte contre les deux superpuissances) la lutte de classe pour les revendications immédiates comme pour la préparation de la révolution prolétarienne ».

Ces positions et directives correspondent-elles à la contradiction fondamentale et principale actuellement de la société française opposant la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, telle que formulée dans la première partie du programme en cause ?

Elles pourraient donner lieu à une interprétation différente. Elles semblent prendre pour appui le fait que la contradiction principale de la société française

actuelle opposerait le prolétariat et la nation dans sa totalité aux deux superpuissances. Ce qui n'a jamais été dans l'intention de la Commission de rédaction du programme en cause, ni du Congrès.

Car telle n'est pas la situation actuelle en France, si par contre sur le plan international reste vrai que le peuple de France, pays du second monde, se trouve dans une position antagonique avec les entreprises impérialistes et hégémoniques des deux superpuissances, impérialisme américain et social-impérialisme russe, ce dernier constituant en Europe le danger principal. Cette question théorique aux conséquences pratiques importantes constitue l'objet du début de critique et d'autocritique en cours dans les rangs du PCMLF et se trouve concernée par la campagne de rectification déclenchée par la 3^e session de son Comité central.

Dans les faits et la pratique « l'Humanité-Rouge », depuis son éditorial du 1^{er} Mai 1975, a développé dans ses colonnes une ligne constante considérant sans nulle ambiguïté que la contradiction fondamentale et principale actuelle de la société française oppose bourgeoisie et prolétariat. En apportant un soutien apprécié aux luttes de la classe ouvrière, « classe contre classe », les communistes marxistes-léninistes ont ainsi participé concrètement à la nécessaire clarification des idées formulées dans la 2^e partie du « Programme » en cause.

Cette attitude n'exclut nullement la nécessité de poursuivre les luttes qu'exigent, tant en France que sur le plan international, les entreprises hégémoniques impérialistes des deux superpuissances. A cet égard, l'unité d'action avec certaines formations politiques françaises non prolétariennes reste utile et efficace pour rassembler les plus larges fractions de la population française désireuses de sauvegarder l'indépendance nationale. Il est d'une particulière importance historique, par exemple, de ne pas abandonner à l'influence des dirigeants révisionnistes du P«C»F, agents du social-impérialisme russe en même temps que représentants d'intérêts précis de la bourgeoisie en France, des for-

mations gaullistes, d'ailleurs opposées à la politique économique et sociale du gouvernement en place. La légitime hostilité de certains gaullistes à l'égard de l'impérialisme américain conjuguée avec leurs désaccords vis-à-vis de la politique intérieure de Giscard d'Estaing et Chirac peut les amener à sous-estimer la gravité des entreprises subversives du social-impérialisme russe. Certains d'entre eux ne s'affichent ils pas déjà avec les dirigeants révisionnistes ?

Ces exemples permettent de mieux comprendre que la ligne politique marxiste-léniniste doit prendre en compte l'ensemble de la complexe situation présente, en ayant soin de distinguer situation internationale et situation intérieure française qui ne se caractérisent pas forcément par les mêmes contradictions. Ceci ne doit pas nous empêcher de les combattre en tenant compte des conséquences de ces dernières tant sur la politique intérieure qu'extérieure de la France.

Poursuivons donc activement nos luttes de classe contre la bourgeoisie capitaliste française, qu'elle soit au pouvoir (Giscard-Chirac) ou se réclame de la « gauche » (Mitterrand-Marchais). « Classe contre classe », reste un mot d'ordre (que nous avons formulé depuis plusieurs années) rigoureusement à l'ordre du jour de nos batailles de classe quotidiennes, qui vont dans le sens de la révolution prolétarienne. Mais n'abandonnons pas pour autant le combat contre les deux superpuissances, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale. Il ne faut jamais corriger une erreur en tournant le bâton à 180°, si l'on ne veut pas tomber dans l'erreur opposée !

Les facteurs de révolution et les facteurs de guerre croissent en même temps. Dégageons correctement les conséquences théoriques et pratiques de cette analyse de la situation mondiale avancée par le président Mao Tsé-toung, en les appliquant efficacement à la France, dont la contradiction fondamentale interne et principale reste à l'heure actuelle l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat.



Les lecteurs ont la parole

Après les critiques — toujours constructives et faites dans l'esprit d'améliorer notre quotidien —, place aux appréciations positives, aujourd'hui. Non pas pour nous rengorger, ni nous reposer sur nos lauriers.

Elles sont des encouragements pour tous ceux qui travaillent au journal, dactylos, monteurs, offsetistes, rédacteurs, responsables de l'administration, diffuseurs. Elles seront un encouragement pour vous aussi, amis et camarades.

Avec satisfaction, je retrouve l'Humanité rouge, la presse bourgeoise est toujours volontairement hermétique et confuse... Particulièrement au sujet du Portugal et des

événements du Pérou, j'ai regretté le journal. Il y a de grand progrès (particulièrement la correction, je suis une ancienne correctrice). Les articles sont courts et la rédaction s'améliore nettement. Pratiquement plus de fautes dans les titres et le souci de faire le mieux possible. Vous me redonnez du moral et votre combativité me rassure pour l'avenir.

(Employée OS, 49 ans)

Le journal est vraiment le journal de la classe ouvrière. Il faut étudier le journal à plusieurs et le critiquer. Il faut que les rédacteurs du journal aillent voir les ouvriers.

(Entretien avec deux ouvriers fraiseur et rectifieur, 28 et 23 ans)

L'impression d'ensemble sur le journal est bonne et en nette amélioration aussi bien sur le fond que sur la forme.

(Agent sécurité sociale de 27 ans)

Le journal est un instrument indispensable, essentiel, qui est utile absolument tous les jours. Je constate depuis les premiers numéros d'essai, une amélioration constante.

(Étudiant, 21 ans)

Après examen des pages 7 — sous le sigle «La vie d'un parti» — souvent consacrées au journal et à la campagne de préparation du «huit pages» quotidien — le comité de rédaction a décidé de



faire de la page 7, alternativement «La vie du journal» et «La vie d'un parti». Qu'en pensez-vous ?

Nous recevons de nombreuses lettres concernant le journal. Mais vous ? Vos activités, vos combats quotidiens, ne méritent-elles pas que vous nous envoyiez davantage d'informations, photos, documents, petits récits et «révélations» sur les manœuvres de nos ennemis de classe ?

A vos stylos. Nous attendons votre courrier.

TIERS MONDE EN LUTTE

Aujourd'hui le tiers monde constitue la force révolutionnaire principale dans la lutte contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme.

La collection «Tiers monde en lutte» a pour but de populariser les combats passés et présents des pays et peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine pour leurs révolutions de libération nationale et pour la consoli-

lidation de leur indépendance nationale.

Est déjà paru «Il y a trente ans... le 8 mai 1945» de Mahfoud Kaddache, qui est un outil précieux pour briser le carcan du silence imposé au peuple français, sur les crimes monstrueux perpétrés par le colonialisme français en Algérie.

L'auteur, Mahfoud Kaddache, est un historien algérien, et son étude n'en est que plus convaincante. Convaincante aussi quant à l'attitude des partis «de gauche» vis-à-vis des massacres de 1945. Quarante pages à lire avec attention donc.

Dans la même collection :
- Sous presses : «Palestine guerre du peuple», reportage réalisé au Liban par notre camarade André Colère.

- En préparation : un document sur l'Indonésie, l'autre sur la Tanzanie.



ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

LE No 38 DE PÉKIN INFORMATION VIENT DE SORTIR, riche en nouvelles, commentaires et analyses.

De Chine tout d'abord : l'annonce de la Conférence nationale sur l'agriculture regroupant 3 700 personnes (page 3) et qui vise à prendre pour exemple la commune populaire de Tatchai. Egalement, les 3èmes jeux nationaux se sont ouverts, avec 10 000 athlètes — y compris de Taïwan — répondant à l'appel lancé par le président Mao et le Parti communiste chinois :

«Développer les sports, fortifier la constitution physique du peuple.»

Trois articles sont consacrés au Tibet et au 10ème anniversaire de sa région autonome.

Passé du servage à l'édification socialiste en quelques années, le Tibet a connu une lutte de classes complexe et aiguë qu'étudient trois articles du No 38. Un exemple de la révolution opérée, parmi d'autres :

«Auparavant, lorsque quelqu'un était malade, les chefs des monastères et des régions exigeaient que l'on récite des textes bouddhiques, que l'on organise des cérémonies divinatoires, qu'on prie Dieu pour exorciser le diable. Aujourd'hui,

l'avant-garde d'un réseau médical et sanitaire a été mise sur pied, et plus de six mille médecins «aux pieds nus» pratiquent prophylaxie et traitements médicaux.» (Page 10)

Les liens étroits qui unissent les Tibétains et les Han, «membres d'une même famille» sont soulignés par des exemples concrets : celui de la jeune Sang Mou, fille de serfs tibétains devenue cadre ou de Kov Tchefang, femme médecin de nationalité han.

Questions internationales : trois articles importants : un sur la 7ème session extraordinaire de l'ONU qui met en évidence la lutte du tiers monde contre la mainmise, le pillage et l'exploitation, l'autre sur la crise de l'économie occidentale et enfin quant à la rivalité soviéto-américaine au Portugal.

Un article de fond, à étudier avec attention, intitulé «En Union soviétique, la propriété socialiste n'existe plus que de nom», analyse le principe directeur de l'économie soviétique d'aujourd'hui : la chasse au profit, les formes particulières de l'exploitation, les stimulants matériels.

Des articles à lire, à étudier, à diffuser... et si ce n'est déjà fait, pour les numéros suivants s'abonner !

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois	<input type="checkbox"/>	32 F	<input type="checkbox"/>	60 F
3 mois	<input type="checkbox"/>	95 F	<input type="checkbox"/>	180 F
6 mois	<input type="checkbox"/>	190 F	<input type="checkbox"/>	360 F
Soutien	<input type="checkbox"/>	300 F	<input type="checkbox"/>	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

Le «libéralisme» de la télé s'effrite

Pour mettre en accusation la télévision et le prétendu libéralisme du pouvoir, J.P. Sartre a tenu, jeudi après-midi, une conférence de presse au cours de laquelle il a expliqué la censure dont il a été victime.

Voici un an le directeur de la 2^e chaîne, Jullian, lui avait proposé une série d'émission de dix heures diffusées à raison d'une heure par mois. Il devait s'agir d'un auto-portrait dans le genre de celui fait par Malraux. Sartre a proposé de commenter 75 ans d'histoire qu'il a vécus 1900-1975. Jullian accepte alors les conditions posées par Sartre qui réclame en outre une complète liberté d'expression. Les choses se mettent en route peu à peu, c'est alors, explique Sartre, que la censure s'est manifestée sous trois formes. Tout d'abord au cours d'un dîner à l'Élysée, Giscard et Chirac font savoir à Jullian qu'ils ne sont pas contents du projet. Les choses vont alors commencer à traîner. Les autres formes de censure interviennent, la censure administrative : l'émission ne correspond à aucune des normes prévues, la censure financière : les fonds étant importants, Jullian propose la réalisation d'une petite émission préalable qui serait jugée par des «spécialistes» c'est-à-dire supervisée par le pouvoir en place. Le scénario d'ailleurs a été transmis à Ponia-towski et Chirac secrètement. En fin de compte Sartre, écœuré, a dit non et mis un terme définitif à l'accord.

RECTIFICATIF

Dans l'article du présent numéro «Une question de ligne : la contradiction fondamentale de la société française» publié dans la page 6, à la 27^e ligne de la 4^e colonne, il convient de supprimer le mot «lex» qui rend la phrase incompréhensible et de rétablir ainsi : «Ceci ne doit pas nous empêcher de combattre en tenant compte des...»

La grande bourgeoisie est dans une situation si difficile qu'elle s'inquiète dès que des points de vue critiquant son système, fussent-ils faits par des libéraux bourgeois, s'expriment. D'où la contradiction insurmontable de la télévision.

Celle-ci est depuis bientôt vingt ans l'instrument principal de propagande de la bourgeoisie. Cela était devenu criant dans les derniers temps de De Gaulle : au lendemain de Mai 68, le pouvoir s'était même livré à un grand «nettoyage» de journalistes oppositionnels à des degrés divers. Et les différentes réformes intervenues depuis lors étaient impuissantes à arracher, dans les masses populaires, cette idée que la télévision était aux mains d'un parti de la grande bourgeoisie. Dès lors l'efficacité de l'appareil de propagande en était diminuée. Car pour pouvoir tromper les gens, la propagande bourgeoise a besoin d'être enveloppée dans une prétendue «objectivité au-dessus des classes et des partis». C'est pourquoi une fois De Gaulle et Pompidou partis, Giscard se hissant au pouvoir sentit immédiatement le besoin de ravalier la façade de la démocratie bourgeoise et, dans ce cadre, de soi-disant «libéraliser» la télé.

Or plus ça change et plus c'est comme avant.

Toute l'information et toute l'orientation politique est entre les mains du gouvernement : c'est ce que démontre l'affaire Sartre.

Tant que la classe bourgeoise ne sera pas renversée il en sera ainsi. Derrière la prétendue objectivité on trouvera toujours en réalité la voix de la bourgeoisie. Seule la classe ouvrière au pouvoir peut dire qu'il n'y a pas d'objectivité au-dessus des classes et qu'elle se place résolument du point de vue du peuple travailleur, du point de vue de la révolution.

Deux attitudes diamétralement opposées par rapport au tiers monde

Pendant que l'URSS nourrit ses relations avec l'État sioniste d'Israël, la République populaire de Chine reçoit une délégation de la République démocratique du Vietnam...

Tout récemment le ministre russe des Affaires Étrangères, Andreï Gromyko, recevait au siège de la délégation soviétique à l'ONU Ygal Allon, ministre des Affaires Étrangères de l'État raciste, sioniste, fasciste d'Israël. C'est que le social-impérialisme russe reconnaît l'existence de cet État créé de toutes pièces par diverses puissances impérialistes sur les terres et sur le sang du peuple palestinien. Plus que tout autre puissance impérialiste, le social-impérialisme russe espère pouvoir s'implanter dans la région et la soumettre à sa botte par l'intermédiaire de l'État d'Israël (voir article ci-contre).

Jeudi 25 septembre, une délégation de la République démocratique du Vietnam conduite par Le Duan, premier secrétaire du Parti des travailleurs du Vietnam, était reçue par le président Mao Tsé-toung. Jeudi également, l'agence d'information de la République démocratique du Vietnam annonçait que la République populaire de Chine lui avait octroyé «un prêt sans intérêt».

Voilà bien deux attitudes opposées par rapport au tiers monde, deux attitudes antagoniques.

L'une, celle du social-impérialisme,

consiste à manœuvrer dans l'ombre, à organiser la subversion, à faire de soi-disant prêts assortis de conditions politiques et d'ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays, à faire des pressions militaires, politiques et économiques pour piller le tiers monde, contrôler des régions stratégiques de plus en plus nombreuses. C'est l'attitude d'une superpuissance qui prépare des aventures militaires dans l'espoir d'accéder un jour à l'hégémonie mondiale. C'est l'attitude d'un pays du premier monde, qui usurpe le titre de socialiste, par rapport au vaste tiers monde.

L'autre, celle de la République populaire de Chine consiste à aider réellement le tiers monde dans sa lutte contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie. Depuis 26 ans qu'elle est fondée, la République populaire de Chine, sous la direction du Parti communiste chinois ayant à sa tête le président Mao, n'a jamais cessé de travailler avec ardeur à la révolution mondiale. Elle s'est toujours montrée le plus fidèle soutien, le plus sûr arrière des pays du tiers monde. C'est l'attitude d'un authentique pays du tiers monde. C'est l'attitude d'un authentique pays socialiste, l'attitude d'un pays qui fait partie intégrante du tiers monde par rapport à tous les autres pays du tiers monde.

UN DRAPEAU SIONISTE A MOSCOU

Le jour même où avait lieu à New-York, au siège de l'ONU, une rencontre entre les représentants des révisionnistes soviétiques et de l'État sioniste, une délégation sioniste était accueillie à bras ouverts à Moscou par le «Comité soviétique pour la paix», où elle séjournera dix jours.

Ces faits sont là pour nous rappeler que la prétendue rupture de relations diplomatiques en-

tre l'URSS et l'État sioniste en 1967 n'était qu'une manœuvre destinée à garder une influence dans certains pays arabes. Depuis les faits ont montré que, d'une part l'URSS avait de fait des relations avec l'État sioniste — ne serait-ce que par l'envoi massif de cadres émigrant en Israël — et d'autre part qu'elle travaillait à l'«existence indépendante» de l'État sioniste.

Le fond de ces nouvelles sur les «bonnes relations» entre l'URSS et Israël s'explique assez bien par la suite des échecs diplomatiques de l'URSS au Moyen-Orient et les difficultés des révisionnistes soviétiques auprès de certains pays arabes.

Le jeu de Moscou est bien de faire feu de tout bois pourvu que cela aille selon ses intérêts économiques et militaires. L'État sioniste fer de lance de l'impérialisme au Moyen-Orient, l'URSS veut le reprendre à son compte et en profiter. Que l'URSS renoue «officiellement» des relations avec l'État sioniste n'aurait rien d'étonnant. Qu'elle s'oppose à l'exclusion d'Israël de l'ONU, demandée par de nombreux pays du tiers monde, cela paraît évident. Les peuples arabes et palestinien comprennent de plus en plus que l'on ne peut pas compter sur ce faux «ami»...

L'affaire du Thélème

7 mois après, l'anti-gang est inculpée

M. Alain Bernard, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, vient d'inculper l'inspecteur principal de la brigade anti-gang, Bernard Pire, de «coups et blessures volontaires par agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions». On se souvient en effet que ce «citoyen au-dessus de tout soupçon» avait participé le 28 février dernier, au bar «Le Thélème» à Paris, à une opération au cours de laquelle Maître Abdalah Benachenhou avait été roué de coups et sérieusement blessé par les flics.

Maître Benachenhou avait alors porté plainte pour coups et blessures et pour tentative d'homicide volontaire. La justice bourgeoise avait essayé d'enterrer l'affaire et Maître Benachenhou avait dû se rendre à plusieurs reprises chez le juge Bernard pour faire remonter son dossier à la surface et en accélérer l'instruction. Au cours de l'une de ces entrevues, le samedi 31 mai, Maître Benachenhou avait été amené à porter une seconde plainte pour injures racistes et tentative d'homicide volontaire par provocation suivie d'effets.

Aujourd'hui, Bernard Pire est inculpé. Mais l'affaire n'est pas réglée pour autant. Une deuxième plainte a été portée, elle doit être instruite.

Nous savons que seul le peuple travailleur pourra réellement venger toutes les victimes du racisme. Nous devons cependant agir pour empêcher la bourgeoisie d'enterrer les agressions racistes, pour l'obliger à inculper et à punir sévèrement tous les auteurs de crimes et de violence racistes, y compris les flics qui agressent quotidiennement nos frères immigrés.